

LIBE PAGE 6

(1) Lire l'article de Yann-Ber Pi-
ou dans la Monda du 6 mars 1962.

Portugal
L'effort contre le Conseil de l'Europe
se développe

DIPLOMATIE

UNE INSURMONTABLE MÉFIANCE

Un recueil de documents publiés à Moscou explique l'échec des conversations franco-anglo-soviétiques de 1939

Le 26 août 1939, on apprenait avec stupéfaction que l'U.R.S.S. engageait depuis des mois dans une négociation pour une alliance militaire avec la France et la Grande-Bretagne. L'annonce de ce pacte fut accueillie avec l'enthousiasme que l'on peut imaginer. Mais, à l'heure où l'on se livre à la lecture de documents publiés à Moscou, on se rend compte que l'opération n'a pas été menée à bien. Pourquoi ?

Pourquoi ? Parce que, avant même d'être en mesure de conclure une alliance militaire, la France et la Grande-Bretagne ont dû affronter une méfiance insurmontable de la part des Soviétiques. Cette méfiance s'est exprimée à travers une série de documents publiés à Moscou, qui nous permettent de mieux comprendre les raisons de l'échec de ces négociations.

Le 26 août 1939, on apprenait avec stupéfaction que l'U.R.S.S. engageait depuis des mois dans une négociation pour une alliance militaire avec la France et la Grande-Bretagne. L'annonce de ce pacte fut accueillie avec l'enthousiasme que l'on peut imaginer. Mais, à l'heure où l'on se livre à la lecture de documents publiés à Moscou, on se rend compte que l'opération n'a pas été menée à bien. Pourquoi ?

Pourquoi ? Parce que, avant même d'être en mesure de conclure une alliance militaire, la France et la Grande-Bretagne ont dû affronter une méfiance insurmontable de la part des Soviétiques. Cette méfiance s'est exprimée à travers une série de documents publiés à Moscou, qui nous permettent de mieux comprendre les raisons de l'échec de ces négociations.

Le 26 août 1939, on apprenait avec stupéfaction que l'U.R.S.S. engageait depuis des mois dans une négociation pour une alliance militaire avec la France et la Grande-Bretagne. L'annonce de ce pacte fut accueillie avec l'enthousiasme que l'on peut imaginer. Mais, à l'heure où l'on se livre à la lecture de documents publiés à Moscou, on se rend compte que l'opération n'a pas été menée à bien. Pourquoi ?

Pourquoi ? Parce que, avant même d'être en mesure de conclure une alliance militaire, la France et la Grande-Bretagne ont dû affronter une méfiance insurmontable de la part des Soviétiques. Cette méfiance s'est exprimée à travers une série de documents publiés à Moscou, qui nous permettent de mieux comprendre les raisons de l'échec de ces négociations.

LES TROIS LEGITIMITÉS

Tout d'abord, nous devons nous interroger sur la légitimité de la France. La France a-t-elle le droit de se faire entendre ? La réponse est oui, mais à condition que la France soit en mesure de défendre ses intérêts. C'est pourquoi la France doit se concentrer sur la défense de ses frontières et sur la consolidation de son économie.

Ensuite, nous devons nous interroger sur la légitimité de la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne a-t-elle le droit de se faire entendre ? La réponse est oui, mais à condition que la Grande-Bretagne soit en mesure de défendre ses intérêts. C'est pourquoi la Grande-Bretagne doit se concentrer sur la défense de ses colonies et sur la consolidation de son empire.

Enfin, nous devons nous interroger sur la légitimité de l'U.R.S.S. L'U.R.S.S. a-t-elle le droit de se faire entendre ? La réponse est oui, mais à condition que l'U.R.S.S. soit en mesure de défendre ses intérêts. C'est pourquoi l'U.R.S.S. doit se concentrer sur la défense de son territoire et sur la consolidation de son régime.

ASIE

Corée

Vers une réduction de la tension ?
WASHINGTON
ESTIME QUE PYONG-YANG A FAIT UN « PAS POSITIF »

Les États-Unis semblent vouloir une réduction de la tension dans la péninsule coréenne. En effet, après avoir rejeté l'offre de Pyongyang, les États-Unis ont maintenant estimé que Pyongyang a fait un « pas positif ». Cette estimation est basée sur le fait que Pyongyang a accepté de participer à des négociations de paix.

Après la conférence de Colombo
LA TUNISIE
« NE PEUT S'ASSOCIER »
A LA DEMANDE D'EMBARGO CONTRE LA FRANCE

La Tunisie ne peut s'associer à la demande d'embargo contre la France. Cette position est basée sur le fait que la Tunisie est un pays indépendant et souverain. Elle ne peut donc être soumise à des pressions extérieures.

M. MARCEL MATRE
EST NOMMÉ
AMBASSADEUR DE FRANCE
EN ÉQUATEUR

M. Marcel Matre a été nommé ambassadeur de France en Équateur. Cette nomination est basée sur le fait que M. Matre est un homme compétent et expérimenté.

AFRIQUE

Guinée

M. SEKOU TOURE DÉMENCE LE « RACISME PEUPLI »

M. Sékou Touré a déclaré que le « racisme peuplé » est une menace pour l'unité de la Guinée. Il a appelé à la lutte contre ce racisme et à la promotion de l'unité nationale.

Ouganda

ARRESTATIONS ET EXPULSIONS DANS LES MILIEUX CATHOLIQUES

Des arrestations et des expulsions ont eu lieu dans les milieux catholiques de l'Ouganda. Ces actions sont basées sur des accusations de collaboration avec l'ennemi.

Tchad

UN APPEL D'UN ANCIEN OTAGE EN FAVEUR DE MME CLAUDE

Un ancien otage a appelé à la libération de Mme Claude. Il a déclaré que Mme Claude est une femme courageuse et dévouée.

République Sud-Africaine

TRAINS VIDES ET USINES CLOSSES A JOHANNESBURG

À Johannesburg, les trains sont vides et les usines sont closes. Cette situation est due à la pandémie de COVID-19.

Algérie

Le vendredi devient le jour de repos hebdomadaire

Le vendredi est devenu le jour de repos hebdomadaire en Algérie. Cette décision a été prise par le gouvernement algérien.

Ecole des Attachés de Direction EAD

L'EAD vous rend politiquement... L'EAD vous donne une formation économique de base... L'EAD vous offre des options en prise directe sur le développement de l'entreprise.

EAD

8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.86.24 - 742.86.81.

Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Niveau d'études _____

ACTUALITÉ MÉDICALE

CORRESPONDANCE

L'hôpital public coûte-t-il plus cher que les cliniques privées ?

L'hôpital public coûte-t-il plus cher que les cliniques privées ? Dans un document publié dans la première quinzaine de juin, et auquel le Monde avait fait un large écho (dans nos dernières éditions datées du 11 juin et nos premières éditions datées du 12 juin), l'Assistance publique de Paris (A.P.), et la Fédération hospitalière de France, qui représentent les hôpitaux publics, répondent à un document publié en mars par la Fédération interprofessionnelle des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.), et dans lequel cette organisation, à partir d'exemples précis et chiffrés, arrivait à la conclusion que « les cliniques privées coûtent moins cher à la collectivité ».

A son tour, la F.I.E.H.P. répond par un nouveau document intitulé : « Les chiffres sont plus ».

M. Yves Lecourtier, président de la F.I.E.H.P., nous a fait d'autre part parvenir une lettre dans nous publions ici de larges extraits, accompagnés d'une nouvelle réponse de l'A.P. et de la F.H.P.

A propos de la première réponse de l'Assistance publique (« Il faut rectifier les chiffres »), la F.I.E.H.P. précise : « Tous les chiffres utilisés sont extraits du rapport 1974 de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et sont donc exacts et vérifiés par les services de l'Assurance maladie ».

Le rapport de la C.N.A.M. (n° 63) nous apprend qu'il y a eu 114 464 journées d'hospitalisation pour une dépense globale de 18 milliards 229 898 580 francs. Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le décompte des journées d'hospitalisation est le suivant :

Le débat, que, sauf faits nouveaux, nous entendons reformuler ainsi pour les lecteurs du Monde, a du moins au intérêt de faire apparaître les difficultés qu'il y a à faire de telles comparaisons, qui seraient pourtant d'une grande utilité à l'heure où la Sécurité sociale connaît un déficit croissant. Les experts ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les critères nécessaires à une telle comparaison, compliquée encore par les différences de servitudes, de conditions de fonctionnement, de fixation des prix de journée, de fiscalité qui existent entre les deux secteurs : l'hospitalisation. Ce débat a aussi montré, de la part de la Sécurité sociale, quel semble être volontairement tenu à l'écart, une curieuse indifférence à l'égard de problèmes très vifs pour elle : est-il normal que cet organisme ne puisse pas exercer pleinement de contrôle sur les établissements publics ?

Les hôpitaux universitaires parisiens, soumis dans ses comparaisons, seraient strictement comparables à ceux de l'ensemble des cliniques privées. Les tarifs, par mille journées, sont de 120 000 francs pour les cliniques privées, de 100 000 francs pour les hôpitaux universitaires.

D'autre part, la valeur des journées, qui est accordée à la journée, n'est pas la même. En 1974, les hôpitaux universitaires ont été payés 120 000 francs par mille journées, les cliniques privées 100 000 francs.

Le vrai problème pour les hôpitaux universitaires est de savoir comment ces interventions sont assurées par les cliniques privées. Les cliniques privées ont des moyens humains et matériels qui leur permettent de faire des interventions de haute technicité. Elles ont des moyens humains et matériels qui leur permettent de faire des interventions de haute technicité.

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'Assistance publique des affaires sociales de 1972 : « On est en droit d'interroger sur la raison qui a conduit à l'origine de ces différences si importantes laissant apparaître un gaspillage ou une double emploi dans le secteur privé ».

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24-27.00 H.G.M.T.



Evolution probable du temps en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

PRÉVISIONS POUR LE 25-27.00 H.G.M.T.



Evolution probable du temps en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

La situation d'ensemble que nous présentons en France, du mardi 24 août à 12 heures et mercredi 25 août à 12 heures.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 23 et 24 août 1976 :

DES DÉCRETS

● Fixant les modalités de l'enquête publique préalable au classement, à l'ouverture, au redressement, à la fixation de la largeur des routes départementales communales.

● Modifiant le décret n° 85-47 du 15 février 1965 tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'appel et au recouvrement des cotisations du régime des prestations familiales agricoles et des régimes agricoles d'assurance vieillesse et d'assurance maladie, maternité et invalidité des personnes non salariées.

DES ARRÊTÉS

● Relatif à la tenue des livres généalogiques par le service des archives départementales.

● Relatif au statut-book du trotteur français (voir page ci-dessus).

● Relatif aux races reconnues et aux appellations des chevaux de selle.

● Relatif au système d'identification républicain des équidés.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

● Relatif à l'identification et à la tenue des livres des équidés par les groupes saupiqués.

Deux arrêtés sur les équidés

Mieux s'y retrouver dans le MAQUIS DES CROISEMENTS

Deux arrêtés du ministre de l'Agriculture, paru au Journal officiel du 23 août 1976, ont pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le premier arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le second arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le troisième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le quatrième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le cinquième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le sixième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le septième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le huitième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le neuvième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le dixième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le onzième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le douzième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le treizième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le quatorzième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le quinzième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le seizième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le dix-septième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le dix-huitième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le dix-neuvième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le vingtième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le vingt-et-unième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le vingt-deuxième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le vingt-troisième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le vingt-quatrième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le vingt-cinquième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le vingt-sixième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le vingt-septième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le vingt-huitième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le vingt-neuvième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le trentième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le trente-et-unième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le trente-deuxième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le trente-troisième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le trente-quatrième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le trente-cinquième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le trente-sixième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le trente-septième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le trente-huitième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de maquis.

Le trente-neuvième arrêté, relatif à la tenue des livres des équidés, a pour objet de préciser les règles de circulation des équidés dans les zones de

هنا ام المثل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Prestations avancées"	36,00	42,00
minimum 15 lignes de hauteur		
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	44,37
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00	9,18
	55,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	28,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

comex

Leader Mondial dans le domaine des interventions sous-marines

2.400 personnes
recherche pour une société :

**INGENIEUR
CHEF DE PROJET**

(REF.: 276-SE 1)

La mission :
• Coordonner des projets traitant de :
• Pose et conception de flowlines à grande profondeur
• Connexion ou réparation de pipelines en eau profonde.
Elle suppose :
• Une expérience confirmée en matière de contacts et de négociations relatives à des chantiers offshore.
• Une excellente maîtrise de la langue anglaise.
• Une formation et une expérience dans le domaine des travaux offshore.
Lieu de travail : PARIS (avec déplacements fréquents de courte durée).

**INGENIEUR
DE PROJET**

(REF.: 276-SE 2)

La mission de départ est de développer des plans de production pétrolière sous-marine. Il est demandé :
• Une formation d'ingénieur Mécanicien
• La connaissance du matériel pétrolier
• Une bonne maîtrise de la langue anglaise
Une expérience fournie à partir d'engins flottants serait appréciée.

**DEUX INGENIEURS
ETUDES**

(REF.: 276-SE 3)

De formation Ingénieurs :
• Mécaniciens ou
• Electrotechniciens (Systèmes Ultra-son)
• Aient une connaissance des travaux offshore
• Une bonne pratique de la langue anglaise
Lieu de travail : PARIS (avec déplacements fréquents de courte durée).

**INGENIEUR
ENERGIE FLUIDE**

(REF.: 276-SE 4)

• Diplômé Grandes Ecoles (Arts & Métiers - Centrale ou équivalent). Spécialisation mécanique - énergie fluide.
• 2-3 ans d'expérience aéronautique ou industrielle mécanique hydraulique.
Lieu de travail : MARSEILLE
Déplacements de courte durée à l'étranger.

**CADRE
gestion de production**

20 ans d'expérience. Formation technique supérieure. Dévouement directif de la direction et talent d'analyse des services commerciaux, de fabrication et de maintenance. La responsabilité de la gestion des stocks, des approvisionnements et de la logistique des services commerciaux, de fabrication et de maintenance.

offres d'emploi

**SOCIETE PROMOTION
PORT D'ORLANS**

recherche

**DIRECTEUR
SERVICE ADMINISTRATIF**

PROMOTION IMMOBILIERE

— minimum 40 ans
— expérience administrative
— bon commandement
— disponibilité permanente

Adresse : 15 rue de la République, 93000 Paris, sous réf. 2776, qui transmettra.

UN INGENIEUR

Pour travaux de normalisation internationale.

ATTACHE COMM. EXPRIM.

Agence de voyage, recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

CHIEF D'AGENCE

Entreprise immobilière, recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

**RESPONSABLE
INFORMATION**

Matériel audio, vidéo, informatique. Recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

SOCIETE DE PROMOTION

Immobilier, recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

CADRE TECHNIQUE

Industrie chimique, recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

**JEUNE INGENIEUR
MECANIQUE**

Avant de commencer les études, recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

INGENIEUR T.D.

Etudes de projets, recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

COMPTABLE MOYEN

Entreprise commerciale, recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

**IMPORTANT
SOCIETE**

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

ASSISTANT

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

occasions

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

sports loisirs

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

autos-vente

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

perdu-trouvé

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

INGENIEUR P 2

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

INGENIEUR

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

INGENIEUR

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

secrétaires

Secrétariat de direction

Centre de Direction Générale

Secrétariat de direction

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

Secrétaires

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

Secrétariat STENOGRAPHE

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

Secrétaires

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

Secrétariat BILINGUE

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

L'immobilier

appartements vente

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations non meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations non meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations non meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations non meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

demandes d'emploi

DIRECTEUR D'ETUDE

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

ASSISTANT

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

ASSISTANT

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

Secrétaires

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

Secrétaires

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

Secrétariat BILINGUE

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

L'immobilier

appartements vente

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations non meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations non meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations non meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations non meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

locations meublées

recherche pour un poste de 15 à 20 ans.

VOILE

FAITS DIVERS

LA VIE ÉCONOMIQUE

La chute brutale de l'or

Seconde remarque : l'or revenu aux niveaux actuels se retrouverait-il pas, auprès des épargnants, les vertus de valeur-refuge qu'il avait perdues ces temps derniers, maintenant que le champ possible de la baisse se trouve réduit de moitié ?

Pour l'instant on peut en tout

Le montant total de l'investissement engagé par J.P.I. est d'environ 1 milliard de francs. Cette société, créée il y a 28 ans, a son capital réparti entre le gouvernement jordanien et la compagnie des Phosphates jordanienne d'une part, la société américaine Agripo et l'Institut international de finances (I.F.I.) une des institutions de la Banque mondiale d'autre part.

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Contrat pour la fourniture de mobilier de dortoirs

MAIN TENDER BOARD
ALFATEH UNIVERSITY TRIPOLI

LA VIE ÉC

COCATS



Appel d'Off

SYNDICATS

Une déclaration du secrétaire général des cadres C.G.T.
M. Le Guen: la prétendue lutte contre les inégalités vise à justifier une modération de tous les revenus

L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T. a annoncé, dès la semaine dernière, son intention d'appeler les cadres à des « actions collectives » à la rentrée pour « s'opposer à ce qu'elle appelle la politique d'ansérisme du pouvoir ». A la différence de M. Edmond Lemaire, secrétaire général de la C.F.D.T. qui se déclarait, dans une interview au Monde (numéro du 24 août), favorable à « une réduction négociée des inégalités », y compris à un resserrement de la hiérarchie des salaires, M. René Le Guen, secrétaire général de l'U.G.I.C.T.-C.G.T., qui nous avait interrogé, craint que la lutte contre les inégalités ne soit « un paravent pour justifier un blocage des salaires ou pour le moins une modulation dans tous les revenus

« L'UGICT réclame une augmentation du pouvoir d'achat des cadres. Or une récente enquête de l'O.C.D.E. montre que les écarts de revenus sont déjà plus grands en France que partout ailleurs. Vos exigences sont-elles bien raisonnables ?

— L'OCDE a publié plusieurs études qui concluent toutes à la même chose : le revenu, tout en remportant un plein succès, l'étude dont vous parlez, n'a pas permis de démarquer avec exact de particularités de consommation, de la part des salariés, et non les seuls cadres. Ceux qui pourraient être considérés comme appartenant à des dispositions d'aisance, de confort, de bien-être, de consommation bien plus que de salaire, son fait, toutes les études s'accordent à le constater. Les catégories n'ont pas été assez nombreuses pour permettre de faire une étude de tous les revenus. Le pouvoir d'achat des salariés a augmenté de 1962 à 1968, sans pour autant que les dépenses de consommation des autres catégories n'aient augmenté.

— Au remaniement du maintien et de la suppression de l'impôt sur le chiffre d'affaires, la question du chiffre d'affaires, tout, nous position est non seulement rationnelle, mais aussi, elle est d'actualité.

— Vous avez déclaré récemment que la clé qui permettrait le sort de la crise était le développement de la consommation. Comment se concrétiserait cette solution ?

« C'est les conclusions du P.O.C.E. »

« L'industrialisme n'a eu d'égal que sa constante incapacité à refuser la réalité économique et n'a du reste engendré aucun consensus social. Elle vise, en fait, à justifier une modification de tous les revenus. »

« D'ailleurs, comment pourrait-il y avoir consensus, c'est-à-dire... »

[illegible]

Propos recueillis par
JEAN-MARIE DUPONT.

CONFLITS ET REVENDEICATIONS

REPRISE DU TRAVAIL A UGINE-ACIERS

Les ouvriers de l'usine Ugine
Antrax, située à l'Ansoine (Gard)
ont suspendu le travail, samedi 26
et 27 août, pour protester contre la
situation de la C.F.D.T. et de la C.F.T.C.,
très largement suivie (le Monde
des 17 et 21 août). Les militants
réclamaient notamment une aug-
mentation de 200 F par mois et un
prime de 500 F destinée à compenser
la dévalorisation des salaires due au
nouveau chômage technique.

Ils n'ont pas obtenu satisfaction.
La direction de l'usine a déclaré
que « la situation d'Ugine-lez-Ar-
pente ne permet pas de satisfaire les
revendications de maîtres présen-
tés ». Les syndicats ont indiqué
qu'ils reprendront en septembre un
mouvement d'usine « plus grand
et plus dur ».

M. MAIRE ET LES CHOMEURS

Une erreur de transcription dans l'interview du secrétaire général de la C.F.D.T. publiée dans le Monde du 24 août nous a fait prêter à M. Edmond Maire la phrase suivante : « Au cours des cinq premiers mois de cette année, plus de soixante-dix mille chômeurs ont épousé leurs droits aux 90 % ». Il fallait lire : « Soixante-dix mille chômeurs ont épousé leurs droits aux ASSÉDIC » (assurance chômage complémentaire).

● *Brigade d'enquête pour les marchés publics.* — Le Journal officiel du 22 août publie un

décret créant une brigade inter-ministérielle chargée d'enquêter sur les conditions de régularité et d'impartialité dans lesquelles ont été préparés, passés ou exécutés les marchés publics conclus par l'Etat ou ses établissements publics autres que ceux qui ont le caractère industriel et commercial. Cet article est inséré dans le code des marchés publics de l'Etat.

AI

AFFAIRES

L'UNION

**DES COOPÉRATIVES AGRICOLES
PREND 7,5 % DU CAPITAL
DE LA GRANDE-PAIROISSE**

L'Union des coopératives agricoles d'approvisionnement (U.N.C.A.A.) se propose de prendre une participation de 7,5 % dans le capital de la société chimique la Grande Paroisse, filiale à 72,3 % du groupe L'Air liquide, dont le capital serait prochainement porté, à cet effet, de 99,5 millions de francs à 95,3 millions de francs par émission à 185 F de 212.000 actions de 450.000 francs.

Cette prise de participation résulte des accords de coopération commerciale et industrielle, dans le domaine des engrais, récemment conclus entre l'U.N.C.A.A. (Société anonyme (S.A.) des Charbonnages de France), la Générale des engrais (50 % P.U.K. 50 % Rhône-Poulenc) et la Grande Paroisse (le Monde du 29 avril), accords visant, grâce à la bonne répartition géographique des unités de production, à permettre aux agriculteurs et à leurs coopératives dans les conditions les plus équitables, l'U.N.C.A.A. s'en restera vraisemblablement pas à ; elle envisage ultérieurement d'acquiescer de nouveau intérêt dans des filiales de production d'engrais appartenant à ses alliés.

C'est la première fois qu'un groupement de coopératives agricoles détendra directement des intérêts industriels. Pour sa part, l'Union générale des coopératives agricoles de France (U.G.C.A.F.), affiliée au groupe privé Gardinier et à la firme d'Etat E.M.C. (Entreprise minière et chimique), se borne à posséder, avec une vingtaine de coopératives qui lui sont étrangères, une participation de l'ordre de 30 % dans SOPAG-France, holding financière du groupe Gardinier.

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES

Construction de la phase VIII (A) de l'Université

Le « Tender Board » de l'Université invite les entrepreneurs internationaux et locaux de catégorie I standard désireux de soumissionner pour les travaux ci-dessus à écrire au Secrétaire de P « University Tender Board », Université d'Alfateh Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que des preuves justificatives que l'entrepreneur est techniquement et financièrement capable d'exécuter les travaux. Les entrepreneurs jugés aptes seront alors invités à soumissionner.

Le site des travaux proposés est celui de l'Université d'Alfateh Tripoli, Sidi Mesri, Homs Road, à environ 4 km à l'est de Tripoli. Les travaux comprennent essentiellement :

- 1) Un château d'eau de haut niveau en béton armé et réservoir d'eau avec un réservoir de bas niveau en béton armé ;
- 2) Canalisations de distribution d'eau ;
- 3) Canalisations de distribution pour l'eau d'irrigation.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 10.000 (dix mille) dinars libyens, selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication. Elles devront être retournées au Secrétaire de l'« University Tender Board » pour le 15 septembre 1976.

MAIN TENDER BOARD
UNIVERSITÉ D'ALFATEH TRIPOLI

Appel d'Offres

Les gouvernements de la République Arabe du Yémen (RAY) et de la République Populaire Démocratique du Yémen (RPDY) ont reçu des prêts du Fonds Arabe de développement économique et social pour la construction d'une route reliant la ville de Aden en RPDY à la ville de Taiz en YAR portant sur :

1. Section du RAY:
Environ 80 kilomètres de route asphaltée à deux voies, de 7 mètres de largeur, avec des banquettes de deux mètres de largeur de part et d'autre de la route, partant d'un point situé à six kilomètres de Tiziur sur la route Tizi-Sénés et, s'étendant jusqu'à la frontière entre la RAY et la RPDY en passant par Ar Rahida et comprenant un pont en béton armé.

- 2. Section en EPDy:** Environ 58 kilomètres de route asphaltée à deux voies, de 7 mètres de largeur avec des banquettes de 2 mètres de largeur de part et d'autre, allant de Adian à Nawab Dikeen avec des travaux d'amélioration portant sur environ 8,4 kilomètres de la route actuelle reliant Nawab Dikeen à la frontière entre le RPDY et le RAY, y compris à l'après en béton précontraint et un pont en béton armé.

Les firmes d'entreprises de qualifications internationales sont invitées à soumettre leur offre pour la construction de l'une ou des deux sections ci-dessus.

Les documents d'adjudication peuvent être obtenus à partir du 15 septembre 1976 contre une somme non remboursable de 200 dollars US (deux cents dollars US) sur chacun des sections, de :

Highway Authority, Sanán, YAR, pour la section en RAY.
Ministry of Communications, Khormaksar, Aden, . .
PDY, pour la section en RPDY.

ou de:
Dar Al-Handasah Consultants (Shair and Partners),
91 New Cavendish Street, London W1M 7FS.

Abdallah Al-Tal Building, Jabal Al-Husain,
Amman, Jordan.

Les documents d'adjudication doivent être d'abord remplis et retournés simultanément à: Highway Authority, Saris, YAR, pour la section en RAY; et à: The Secretary, Central Tender Board, Aden, PDOR, pour la section en RPDI, le 15 novembre 1978 avant midi au plus tard, et suivant les instructions contenues dans les documents de soumission.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
3. EUROPE
4. DIPLOMATIE
5. AFRIQUE
6. POLITIQUE
7. PRESSE
8. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES
9. INSTITUT
10. JEU
11. LES MÉTIERS

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

PAGE 9

— Les « éditeurs » alimentaires
sont-ils en crise ?

— L'avis d'opinion : « Quelle
est la « mode » ? » par Jacques
Fagard et Alain Bérubé

10. ACTUALITÉ MÉDICALE

11.12. ARTS ET SPECTACLES

12. FAITS DIVERS

SPORTS

13.14. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13)

Ammonies classées (14-15)

Ammonies classées (16)

Ammonies classées (17)

Ammonies classées (18)

Ammonies classées (19)

Ammonies classées (20)

Ammonies classées (21)

Ammonies classées (22)

Ammonies classées (23)

Ammonies classées (24)

Ammonies classées (25)

Ammonies classées (26)

Ammonies classées (27)

Ammonies classées (28)

Ammonies classées (29)

Ammonies classées (30)

Ammonies classées (31)

Ammonies classées (32)

Ammonies classées (33)

Ammonies classées (34)

Ammonies classées (35)

Ammonies classées (36)

Ammonies classées (37)

Ammonies classées (38)

Ammonies classées (39)

Ammonies classées (40)

Ammonies classées (41)

Ammonies classées (42)

Ammonies classées (43)

Ammonies classées (44)

Ammonies classées (45)

Ammonies classées (46)

Ammonies classées (47)

Ammonies classées (48)

Ammonies classées (49)

Ammonies classées (50)

Ammonies classées (51)

Ammonies classées (52)

Ammonies classées (53)

Ammonies classées (54)

Ammonies classées (55)

Ammonies classées (56)

Ammonies classées (57)

Ammonies classées (58)

Ammonies classées (59)

Ammonies classées (60)

En Égypte

Le premier ministre accuse le colonel Kadhafi d'avoir organisé l'opération terroriste contre l'avion Le Caire-Louxor

De notre correspondant

Le Caire. — Le Boeing de la compagnie Égyptienne assurant la liaison Le Caire-Louxor, dont s'étaient rendus maîtres, le lundi 20 août au matin, des pirates de l'air, a été libéré hier après-midi. Les pirates de l'air réclamaient, selon les autorités égyptiennes, la libération de trois libyens condamnés en Égypte pour avoir tenté de tuer le commandant Mubarak, ancien ministre et chef de commandement de la révolution égyptienne, et de son frère, ainsi que celle d'un soldat égyptien et d'un Palestinien. Les pirates ont exigé, en outre, la libération de deux autres libyens condamnés pour avoir tenté d'assassiner M. Mubarak, ancien premier ministre du Yémen du Sud.

Le détournement du Boeing a suscité une réelle émotion en Égypte, bien que l'opération de la rue dans les cercles politiques n'ait pas été interrompue. Dans une note publiée le lundi 20 août, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Les autorités du détournement, trois jeunes Palestiniens, deux d'origine libyenne et un d'origine égyptienne, ont été libérés après avoir été contraints de signer une déclaration de non implication dans l'opération.

Avant la récupération de l'appareil, on avait annoncé officiellement que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Le détournement du Boeing a suscité une réelle émotion en Égypte, bien que l'opération de la rue dans les cercles politiques n'ait pas été interrompue.

Dans une note publiée le lundi 20 août, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Les autorités du détournement, trois jeunes Palestiniens, deux d'origine libyenne et un d'origine égyptienne, ont été libérés après avoir été contraints de signer une déclaration de non implication dans l'opération.

Avant la récupération de l'appareil, on avait annoncé officiellement que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Le détournement du Boeing a suscité une réelle émotion en Égypte, bien que l'opération de la rue dans les cercles politiques n'ait pas été interrompue.

Dans une note publiée le lundi 20 août, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Les autorités du détournement, trois jeunes Palestiniens, deux d'origine libyenne et un d'origine égyptienne, ont été libérés après avoir été contraints de signer une déclaration de non implication dans l'opération.

Avant la récupération de l'appareil, on avait annoncé officiellement que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Le détournement du Boeing a suscité une réelle émotion en Égypte, bien que l'opération de la rue dans les cercles politiques n'ait pas été interrompue.

Dans une note publiée le lundi 20 août, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Les autorités du détournement, trois jeunes Palestiniens, deux d'origine libyenne et un d'origine égyptienne, ont été libérés après avoir été contraints de signer une déclaration de non implication dans l'opération.

Avant la récupération de l'appareil, on avait annoncé officiellement que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Le détournement du Boeing a suscité une réelle émotion en Égypte, bien que l'opération de la rue dans les cercles politiques n'ait pas été interrompue.

Dans une note publiée le lundi 20 août, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Les autorités du détournement, trois jeunes Palestiniens, deux d'origine libyenne et un d'origine égyptienne, ont été libérés après avoir été contraints de signer une déclaration de non implication dans l'opération.

Avant la récupération de l'appareil, on avait annoncé officiellement que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Le détournement du Boeing a suscité une réelle émotion en Égypte, bien que l'opération de la rue dans les cercles politiques n'ait pas été interrompue.

Dans une note publiée le lundi 20 août, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Les autorités du détournement, trois jeunes Palestiniens, deux d'origine libyenne et un d'origine égyptienne, ont été libérés après avoir été contraints de signer une déclaration de non implication dans l'opération.

Avant la récupération de l'appareil, on avait annoncé officiellement que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Le détournement du Boeing a suscité une réelle émotion en Égypte, bien que l'opération de la rue dans les cercles politiques n'ait pas été interrompue.

Dans une note publiée le lundi 20 août, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Les autorités du détournement, trois jeunes Palestiniens, deux d'origine libyenne et un d'origine égyptienne, ont été libérés après avoir été contraints de signer une déclaration de non implication dans l'opération.

Avant la récupération de l'appareil, on avait annoncé officiellement que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Le détournement du Boeing a suscité une réelle émotion en Égypte, bien que l'opération de la rue dans les cercles politiques n'ait pas été interrompue.

Dans une note publiée le lundi 20 août, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le Boeing avait été libéré après avoir été contraint de se poser en Libye.

Les autorités du détournement, trois jeunes Palestiniens, deux d'origine libyenne et un d'origine égyptienne, ont été libérés après avoir été contraints de signer une déclaration de non implication dans l'opération.

Au Pérou

Le gouvernement a l'intention de moderniser son aviation militaire en faisant appel à différents pays

De notre envoyé spécial

Lima. — La force militaire péruvienne s'élargit à la signature des plus importants contrats d'armement conclus ces dernières années en Amérique latine, en achetant trente-cinq avions militaires à la fin de l'année 1975. Le ministre de l'Armement, M. José de la Puente, et le ministre des Affaires étrangères, M. José de la Puente, ont signé un accord de coopération militaire avec différents pays.

M. de la Puente a été nommé ministre de l'Armement en 1975. Il a été chargé de moderniser l'aviation militaire péruvienne. Il a signé un accord de coopération militaire avec différents pays.

Le ministre de l'Armement a été nommé en 1975. Il a été chargé de moderniser l'aviation militaire péruvienne. Il a signé un accord de coopération militaire avec différents pays.

Le ministre de l'Armement a été nommé en 1975. Il a été chargé de moderniser l'aviation militaire péruvienne. Il a signé un accord de coopération militaire avec différents pays.

Le ministre de l'Armement a été nommé en 1975. Il a été chargé de moderniser l'aviation militaire péruvienne. Il a signé un accord de coopération militaire avec différents pays.

Le ministre de l'Armement a été nommé en 1975. Il a été chargé de moderniser l'aviation militaire péruvienne. Il a signé un accord de coopération militaire avec différents pays.

Le ministre de l'Armement a été nommé en 1975. Il a été chargé de moderniser l'aviation militaire péruvienne. Il a signé un accord de coopération militaire avec différents pays.

Le ministre de l'Armement a été nommé en 1975. Il a été chargé de moderniser l'aviation militaire péruvienne. Il a signé un accord de coopération militaire avec différents pays.

Le ministre de l'Armement a été nommé en 1975. Il a été chargé de moderniser l'aviation militaire péruvienne. Il a signé un accord de coopération militaire avec différents pays.

Le ministre de l'Armement a été nommé en 1975. Il a été chargé de moderniser l'aviation militaire péruvienne. Il a signé un accord de coopération militaire avec différents pays.

Selon des diplomates et-européens à Pékin

LE TREMBLEMENT DE TERRE DU 28 JUILLET AURAIT FAIT HUIT CENT MILLE MORTS BLESSES OU DÉPARUS

(De notre correspondant)

Pékin. — Les spécialistes chinois du séisme ont estimé que le séisme du 28 juillet 1976, dans la région de Tangshan, a fait huit cent mille morts, blessés ou disparus.

Le séisme du 28 juillet 1976, dans la région de Tangshan, a fait huit cent mille morts, blessés ou disparus.

Le séisme du 28 juillet 1976, dans la région de Tangshan, a fait huit cent mille morts, blessés ou disparus.

Le séisme du 28 juillet 1976, dans la région de Tangshan, a fait huit cent mille morts, blessés ou disparus.

Le séisme du 28 juillet 1976, dans la région de Tangshan, a fait huit cent mille morts, blessés ou disparus.

Le séisme du 28 juillet 1976, dans la région de Tangshan, a fait huit cent mille morts, blessés ou disparus.

Le séisme du 28 juillet 1976, dans la région de Tangshan, a fait huit cent mille morts, blessés ou disparus.

Le séisme du 28 juillet 1976, dans la région de Tangshan, a fait huit cent mille morts, blessés ou disparus.

Le séisme du 28 juillet 1976, dans la région de Tangshan, a fait huit cent mille morts, blessés ou disparus.

Le séisme du 28 juillet 1976, dans la région de Tangshan, a fait huit cent mille morts, blessés ou disparus.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste

DÉMISSION

« Je n'ai rien pour... »

Encore moins de qualifications ?

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

Le premier ministre japonais refuse d'abandonner son poste.

A la Guadeloupe

Les habitants de Vieux-Fort retournent dans leur village

Le préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Claude Aroussseau, a annoncé, le lundi 20 août, que les habitants de la commune de Vieux-Fort, situés tout au sud de l'île de Grande-Terre, pourraient retourner dans leur village. Vieux-Fort est située dans la commune de Vieux-Fort, à l'extrémité sud de l'île de Grande-Terre.

Le préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Claude Aroussseau, a annoncé, le lundi 20 août, que les habitants de la commune de Vieux-Fort, situés tout au sud de l'île de Grande-Terre, pourraient retourner dans leur village.

Le préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Claude Aroussseau, a annoncé, le lundi 20 août, que les habitants de la commune de Vieux-Fort, situés tout au sud de l'île de Grande-Terre, pourraient retourner dans leur village.

Le préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Claude Aroussseau, a annoncé, le lundi 20 août, que les habitants de la commune de Vieux-Fort, situés tout au sud de l'île de Grande-Terre, pourraient retourner dans leur village.

Le préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Claude Aroussseau, a annoncé, le lundi 20 août, que les habitants de la commune de Vieux-Fort, situés tout au sud de l'île de Grande-Terre, pourraient retourner dans leur village.

Le préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Claude Aroussseau, a annoncé, le lundi 20 août, que les habitants de la commune de Vieux-Fort, situés tout au sud de l'île de Grande-Terre, pourraient retourner dans leur village.

Le préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Claude Aroussseau, a annoncé, le lundi 20 août, que les habitants de la commune de Vieux-Fort, situés tout au sud de l'île de Grande-Terre, pourraient retourner dans leur village.

Le préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Claude Aroussseau, a annoncé, le lundi 20 août, que les habitants de la commune de Vieux-Fort, situés tout au sud de l'île de Grande-Terre, pourraient retourner dans leur village.

Le préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Claude Aroussseau, a annoncé, le lundi 20 août, que les habitants de la commune de Vieux-Fort, situés tout au sud de l'île de Grande-Terre, pourraient retourner dans leur village.

TRIPOLI : une action des services secrets égyptiens.

Un porte-parole officiel libyen a déclaré, le lundi 20 août, que les services secrets égyptiens ont mené une action à Tripoli.

Un porte-parole officiel libyen a déclaré, le lundi 20 août, que les services secrets égyptiens ont mené une action à Tripoli.

Un porte-parole officiel libyen a déclaré, le lundi 20 août, que les services secrets égyptiens ont mené une action à Tripoli.

Un porte-parole officiel libyen a déclaré, le lundi 20 août, que les services secrets égyptiens ont mené une action à Tripoli.

Un porte-parole officiel libyen a déclaré, le lundi 20 août, que les services secrets égyptiens ont mené une action à Tripoli.

Un porte-parole officiel libyen a déclaré, le lundi 20 août, que les services secrets égyptiens ont mené une action à Tripoli.

Un porte-parole officiel libyen a déclaré, le lundi 20 août, que les services secrets égyptiens ont mené une action à Tripoli.

UN SECOND PONT VA ÊTRE CONSTRUIT SUR L'ESTUAIRE DE LA SEINE

Un décret, pris au Journal officiel du mercredi 18 août, modifie le cahier des charges de la construction d'un second pont sur l'estuaire de la Seine.

Un décret, pris au Journal officiel du mercredi 18 août, modifie le cahier des charges de la construction d'un second pont sur l'estuaire de la Seine.

Un décret, pris au Journal officiel du mercredi 18 août, modifie le cahier des charges de la construction d'un second pont sur l'estuaire de la Seine.

Un décret, pris au Journal officiel du mercredi 18 août, modifie le cahier des charges de la construction d'un second pont sur l'estuaire de la Seine.

Un décret, pris au Journal officiel du mercredi 18 août, modifie le cahier des charges de la construction d'un second pont sur l'estuaire de la Seine.

Un décret, pris au Journal officiel du mercredi 18 août, modifie le cahier des charges de la construction d'un second pont sur l'estuaire de la Seine.

Un décret, pris au Journal officiel du mercredi 18 août, modifie le cahier des charges de la construction d'un second pont sur l'estuaire de la Seine.

Un décret, pris au Journal officiel du mercredi 18 août, modifie le cahier des charges de la construction d'un second pont sur l'estuaire de la Seine.

RECHERCHES
12, rue de la République
92100 Nanterre
Tél. 1 46 11 11 11

الجمهورية العربية السورية